



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 197 – 6 MAI 2020

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LE MORATOIRE
SUR LE SERVICE
DE LA DETTE
APPRECIE
DIFFEREMMENT
PAR CERTAINES
AUTORITES
OUEST-
AFRICAINES

SITUATION DE LA
PANDEMIE DU
COVID-19 AU 24
AVRIL 2020 EN
AFRIQUE DE
L'OUEST

128,7 M USD DE LA
BID POUR 5 PAYS
D'AFRIQUE DE L'OUEST
POUR LUTTER CONTRE
LA PANDEMIE DE
COVID-19

TANZANIE :
ADOPTION D'UN
NOUVEAU PLAN DE
LUTTE CONTRE LA
CORRUPTION

NIGERIA : LE
SECTEUR PRIVE
CONTINUE DE
S'ENGAGER DANS LA
LUTTE CONTRE LE
CORONAVIRUS

MADAGASCAR :
RECONVERSION DES
ENTREPRISES
TEXTILES DANS LA
PRODUCTION DE
MASQUES

NIGERIA : LES
BANQUES
ENREGISTRENT UNE
HAUSSE DE 34% DES
PAIEMENTS
DEMATERIALISES EN
MARS

ETHIOPIE :
ETHIOPIAN
AIRLINES SUBIT
550M USD DE
PERTES

COTE D'IVOIRE : LES
ENTREPRISES
FRANÇAISES
SOLIDAIRES DE LA
COTE D'IVOIRE FACE
AU COVID-19



ACTUALITE REGIONALE

▼ Les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne devraient chuter d'environ 23% en 2020

Plombés par la crise économique induite par la pandémie de COVID-19 et les mesures de confinement, les envois de fonds des migrants dans le monde devraient chuter d'environ 20% en 2020, selon la Banque mondiale. Les envois vers l'Afrique subsaharienne devraient même se contracter de 23,1%, à 37 Mds USD en 2020, essentiellement imputable à un fléchissement des salaires et de l'emploi des travailleurs migrants, souvent particulièrement exposés aux pertes de revenu et d'emploi en cas de crise économique. Pour rappel, les envois de fonds constituent une manne importante pour plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, dont la Gambie (15,5% de son PIB en 2019), le Cap-Vert (11,7%), le Sénégal (10,5%).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Situation de la pandémie du Covid-19 au 24 avril 2020 en Afrique de l'Ouest

En Afrique de l'Ouest (hors Nigéria et Ghana), à la date du 24 avril 2020, on enregistre 4481 cas confirmés, contre 3106 une semaine auparavant. En outre, sur ces cas confirmés, on note 132 décès et 1666 guérisons. Les pays les plus touchés demeurent le Niger avec 671 cas (+62), la Guinée avec 862 cas (+424) et la Côte d'Ivoire avec 1004 cas (+316).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ L'initiative de suspension du service de la dette, une bouffée d'air pour les pays d'Afrique de l'ouest

Les ministres des Finances du G20 et les créanciers du Club de Paris se sont accordés le 15 avril 2020 sur une suspension temporaire du service de la dette pour les pays les plus pauvres. Dans les pays d'Afrique de l'Ouest, hors Nigéria, Ghana et Guinée-Bissau, le service de la dette totale représente une part significative des recettes domestiques, avec une proportion variant entre 28% et 80%. Ainsi, même s'il est assez difficile d'obtenir pour l'instant des données assez précises sur les montants concernés par le moratoire, l'initiative devrait constituer une bouffée d'air pour la plupart des pays de la sous-région.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le moratoire sur le service de la dette apprécié différemment par certaines autorités ouest-africaines**

L'initiative de suspension du service de la dette bilatérale pour les pays les plus pauvres a été saluée par le Président sénégalais Macky Sall qui invite parallèlement les créanciers à faire plus, en procédant à une annulation des dettes des pays africains. Cependant, pour le ministre de l'Economie et des Finances du Bénin, Romuald Wadagni, « un allègement de la dette ou un moratoire pour le paiement des échéances ternira davantage l'image des États et compromettra leur accès aux financements futurs », ce qui influera négativement sur la perception de la qualité de crédit des États africains et les exposerait à des sanctions ultérieures inévitables de la part des marchés.

✉ claude.koua@dgtresor.gouv.fr

▼ **128,7 M USD de la BID pour 5 pays d'Afrique de l'Ouest pour lutter contre la pandémie de COVID-19**

La Banque islamique de développement a détaillé, le 17 avril, l'allocation de 444,5 M USD à certains de ses pays membres pour les accompagner dans la lutte contre le Coronavirus. En Afrique de l'Ouest, on compte parmi les pays bénéficiaires : le Bénin (20 M USD), la Guinée-Bissau (15 M USD), le Mali (22,5 M USD), la Côte d'Ivoire (46,2 M USD) et la Sierra Leone (25 M USD). Pour rappel, l'institution financière avait déjà annoncé le 7 avril une aide de 162 M USD au Sénégal et de 20 M USD à la Guinée. Le 11 avril, une aide de 33 M USD avait également été annoncée en faveur de la Mauritanie. Au total, la BID prévoit le décaissement de 2,3 Mds USD destinés à la lutte contre la pandémie.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Premiers projets en Afrique de l'initiative « COVID-19 : la santé en commun »**

Dans le cadre de l'initiative « COVID-19 - Santé en commun » lancée le 9 avril dernier, l'Agence française de développement a annoncé le financement de 6 nouveaux projets pour soutenir 16 pays africains dans leur lutte contre la pandémie, d'un montant total de 12 M EUR. Parmi les initiatives qui seront mises en œuvre en d'Afrique de l'Ouest, on peut citer (i) le Projet de renforcement des capacités de diagnostic (1,5 M EUR) qui sera déployé avec la Fondation Mérieux dans 7 pays ouest-africains (Bénin, Burkina Faso, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et (ii) l'appui aux Instituts Pasteur en Afrique pour le dépistage rapide du COVID-19 (2 M EUR) sera fourni dans 5 pays, dont le Niger, le Sénégal et la Guinée.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La France alloue 15 M EUR au Programme alimentaire mondial, qui s'inquiète du doublement des personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le monde d'ici fin 2020**

Selon les projections du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) publiées le 20 avril, le nombre de personnes souffrant sévèrement de la faim pourrait doubler en raison de la pandémie de COVID-19, atteignant alors 265 millions dans le monde d'ici la fin de 2020. L'inquiétude est particulièrement importante pour les habitants des régions en conflit, notamment dans la bande sahélienne. Dans ce contexte, la France a annoncé le 20 avril une contribution à hauteur de 15 M EUR en soutien au PAM, à destination de 24 pays. Au total, 44% de cette contribution sont destinés aux pays de l'Afrique de l'Ouest.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La BCEAO annonce la création de « Bons Covid-19 »**

En vue de contrer l'impact négatif de la pandémie de COVID-19, la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé d'accompagner les Etats membres dans l'émission de bons du Trésor sur le marché financier régional, dénommés « Bons Covid-19 », d'une maturité de 3 mois. Ils serviront à faire face aux dépenses immédiates liées à la lutte contre la pandémie. La BCEAO, avec le concours de l'Agence UMOA-Titres, procédera à la structuration et à la programmation de ces émissions. A cet effet, un guichet spécial de refinancement est ouvert par la BCEAO pour permettre aux banques de refinancer ces bons. Celles-ci pourront ainsi obtenir de la liquidité auprès de la Banque centrale pour une maturité de 3 mois, à un taux fixe de 2,5%.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **La CEDEAO coordonne ses actions face au COVID-19**

Un Sommet extraordinaire de la CEDEAO en vidéoconférence s'est tenu le 23 avril pour évoquer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur la sous-région. Selon les estimations, le taux de croissance de la CEDEAO, initialement prévu à 3,3%, pourrait être contenu, à 2% si la pandémie prend fin en juin 2020. Une récession à -2,1% pourrait en revanche être enregistrée si la pandémie se poursuit au-delà du second semestre 2020. A l'issue de la conférence, les chefs d'Etats ont décidé d'éviter les restrictions à l'importation, notamment pour les biens essentiels, imposées entre pays membres. Enfin, le Sommet a nommé le Président nigérian, Muhammadu Buhari, comme « Champion régional » pour coordonner les efforts régionaux visant à contenir la pandémie.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Burkina Faso : L'exécutif sollicite une loi d'habilitation afin de légiférer par voie d'ordonnance pour les mesures de lutte contre le COVID-19

Au Burkina Faso, un projet de loi visant à autoriser le gouvernement à légiférer par voie d'ordonnance pour faciliter l'adoption des mesures de lutte contre le COVID-19 a été transmis à l'Assemblée nationale, à l'issue du Conseil des ministres du 16 avril 2020. A titre de comparaison, au Sénégal, les députés ont adopté le 1er avril une loi d'habilitation similaire pour une durée de trois mois.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Les prix des denrées de base modérément impactés par les mesures liées à la crise du COVID-19, selon le PAM

Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), malgré les restrictions en lien avec l'épidémie de coronavirus, l'offre des denrées alimentaires de base est globalement satisfaisante sur la plupart des marchés sentinelles. En moyenne, le prix des céréales reste stable et celui des légumineuses (niébé) est en légère augmentation. Le prix des animaux et les termes d'échanges (mouton contre céréales) restent favorables aux éleveurs, qui doivent vendre des animaux pour acheter des céréales et autres denrées alimentaires. Cet indicateur mérite toutefois un suivi rapproché à l'approche de la soudure pastorale, qui coïncidera avec le creux de la production fourragère.

✉ jean-pierre.chomienne@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Baisse des prix de l'offre touristique de 3,5% en g.a. au premier trimestre 2020

Au premier trimestre 2020, le taux de variation annuel enregistré par les prix de l'offre touristique au Cap-Vert était de -3,5%, soit 0,9 pp de moins qu'au trimestre précédent. La composante « logement », qui représente 67,8% des dépenses touristiques, a apporté une contribution négative (-3,5 pp) alors que la restauration, qui représente 31,1% des dépenses touristiques, a contribué positivement (0,02 pp). Pour rappel, le secteur touristique représente 25% du PIB du pays. Il est l'un des premiers touchés par la crise du COVID-19 au Cap-Vert.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : révision de la croissance à la baisse, malgré l'accroissement de la production minière**

A l'occasion d'une interview téléphonique avec un média local, le ministre du Budget guinéen a annoncé une prévision de croissance pour 2020 revue à la baisse, de 6,2% à 2,8%, en raison de l'impact de la crise sanitaire du COVID-19. A noter que les perspectives du secteur minier demeuraient bonnes : des experts, sur la base d'informations émanant du ministère chargé des Mines, estiment que la production de bauxite augmenterait de 6% par rapport à 2019, et ses exportations de 18%. L'or devrait voir sa production augmenter de 11% et ses exportations de 10%. Pour rappel, la Guinée exporte principalement de la bauxite, de l'or et du fer, qui représentent ensemble de 80% de ses exportations totales.

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

▼ **Guinée-Bissau : La CEDEAO reconnaît officiellement la victoire d'Umaro Sissoco Embaló**

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a officiellement reconnu, dans un communiqué publié le 22 avril, la victoire d'Umaro Sissoco Embaló à la dernière élection présidentielle bissau-guinéenne, dont le deuxième tour avait été organisé le 29 décembre 2019. Cette annonce survient après des mois d'instabilité politique (contestation des résultats, coexistence de deux gouvernements, etc.). Les Chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO ont appelé Umaro Sissoco Embaló à procéder à la nomination d'un nouveau Premier ministre et à la constitution d'un nouveau gouvernement au plus tard le 22 mai 2020, conformément aux dispositions de la Constitution.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Assouplissement de la mesure du couvre-feu pour la période du Ramadan**

Les autorités mauritaniennes ont annoncé la modification des horaires du couvre-feu pris pour endiguer la pandémie de COVID-19 dans le pays. Les citoyens sont désormais autorisés à circuler entre 06h00 et 21h00, contre 06h00-18h00 auparavant. Le pays ne comptabilise officiellement plus aucun cas de coronavirus au 23 avril : dans les sept cas identifiés depuis le début de la crise, six sont considérés comme guéris et une patiente est décédée. Les autorités appellent néanmoins à la prudence et maintiennent l'ensemble des mesures de prévention afin d'éviter la propagation du virus par des cas non-identifiés.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Le gouvernement allège le couvre-feu

Le gouvernement nigérien a annoncé, le 22 avril, un assouplissement des heures du couvre-feu à Niamey, de 21h00 à 5h00 désormais, contre 19h00-6h00 auparavant. La capitale est secouée depuis une semaine par des émeutes contre cette mesure et l'interdiction des prières collectives. Entre le 17 et 21 avril, la police nationale aurait interpellé 273 personnes. Le gouvernement a également annoncé le renforcement des mesures de contrôle concernant l'isolement de Niamey. Le communiqué ne précise cependant pas si les prières collectives seront de nouveau autorisées dans les mosquées, à quelques jours du début de ramadan. A noter que le Conseil islamique du Niger était favorable à la reconduction des mesures de prévention pendant le mois du ramadan.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Sénégal : Le COVID-19 pourrait entraîner des pertes de recettes de 518 M EUR

Selon le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, les pertes de recettes fiscales en raison du coronavirus sont estimées à 340 Mds FCFA (518 M EUR). Pour compenser ces pertes, l'État prévoit des économies budgétaires de 159 Mds FCFA (242 M EUR) et une ponction de 178 Mds FCFA (271 M EUR) dans le fonds COVID-19, qui serviront à financer le Plan de résilience économique et sociale (PRES). Le service de la dette commerciale s'élèverait à 470 Mds FCFA (715 M EUR).

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : L'inflation à 15,6% en mars 2020 en glissement annuel

La Sierra Leone enregistre une augmentation moyenne des prix de 15,6 % en mars en glissement annuel (g.a.), tirée notamment par la hausse des prix des biens et services relatifs à la santé (+48,5 % en g.a.), l'éducation (+69 % en g.a.) et l'hôtellerie et la restauration (+20,1 % en g.a.). Le prix du transport a également augmenté de 17,5 % en g.a, celui des biens alimentaires de 9,9% en g.a. et celui des biens liés à l'habillement de 10,3 % en g.a. Seul le prix des biens et services relatifs au divertissement et à la culture est resté à peu près stable (+0,1 % en g.a.). Pour rappel, selon le critère de convergence de la CEDEAO, le taux d'inflation annuel ne doit pas excéder 10%.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : la croissance du Ghana atteint 6,5% en 2019

La croissance économique s'est établie à 6,5% en 2019 d'après le Ghana Statistical Services. Elle marque une hausse de 0,2 point de pourcentage (pdp) par rapport au rythme atteint en 2018, sans pour autant atteindre l'objectif du gouvernement de 7,1%. Le PIB de l'année 2019 s'élève ainsi à 349,5 Mds GHS (env. 67 Mds USD). La croissance a été en partie tirée par le secteur des hydrocarbures (4,7% au PIB) qui a enregistré une progression de 15,1% contre 5,8% pour le hors-pétrole. Le secteur des services (47,2% du PIB) a enregistré une croissance de 7,6% en 2019, le secteur de l'industrie (34,2% du PIB) a progressé de 6,4% et le secteur agricole (18,5% du PIB) de 4,6%. Le PIB par habitant a représenté 11 541 GHS (2 212 USD) en 2019.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : l'inflation augmente légèrement à 12,26 % en mars**

L'inflation en mars a atteint 12,26 % en glissement annuel, en légère hausse par rapport au mois précédent (+6 pdb). Elle atteint son plus haut niveau depuis deux ans. La hausse des prix est tirée par les denrées alimentaires (+14,98 % g.a.), en particulier celles importées. Les soubresauts survenus ces dernières semaines sur le marché des changes (baisse des cours pétroliers, « ajustement » du taux de change officiel, suspension des ventes de dollars par la CBN, fermeture des Bureaux de change) ont poussé le naira à la baisse, augmentant le coût des importations. Le 23 avril les principales fenêtres d'accès au change s'établissaient à 388 NGN/USD contre une fourchette allant de 358 à 369 NGN/USD avant l'éclatement de la crise.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Togo : L'amélioration du climat des affaires, l'une des priorités du prochain quinquennat

Dans un entretien accordé à FDI Intelligence (Financial Times), le Président Faure Gnassingbé a réaffirmé son engagement à améliorer l'environnement des affaires. Le Togo a gagné 40 places dans le classement Doing Business 2020 par rapport à l'année précédente et apparaît dans la liste des dix économies mondiales les plus réformatrices pour la deuxième année consécutive. Le pays a fait de l'amélioration du climat des affaires l'une des priorités de son Plan national de développement et s'est notamment appuyé sur le soutien technique du Tony Blair Institute for Global Change. Plusieurs délégations togolaises se sont également rendues au Rwanda pour s'inspirer des bonnes pratiques du pays.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : Etat des lieux de l'endettement extérieur public du Kenya

A la fin 2019, l'encours de la dette externe publique était de 30 658 MUSD répartis entre créances bilatérales (33%), multilatérales (33%) et commerciales (34%). La Chine représente 22,3 % de l'encours externe public et 67,7 % des créances bilatérales avec 6 840 MUSD ; suivi du Japon avec 1 354 MUSD et de la France avec 729 MUSD. Selon le National Treasury, le service de la dette externe publique kenyane représente 2,5 % du PIB et 13,7 % des recettes domestiques pour l'année 2019/20, soit 2 385 MUSD, dont 787 MUSD pour la Chine (33 %), 470 MUSD pour les détenteurs d'Eurobonds (19 %) et 409 MUSD pour la *Trade and Development Bank* (17 %). Les engagements envers la France sont eux de 143 MUSD (6 %).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Gel des avoirs d'un proche de l'ancien régime pour un montant de plus de 2 Mds USD

Le Comité du démantèlement de l'ancien régime a annoncé la saisie et mise sous tutelle du ministère des Finances des biens appartenant à Abdelbassit Hamza, pour une valeur estimée supérieure à 2 Mds USD. Cet homme d'affaires, membre de l'ancien Congrès National et ancien officier de sécurité, est actuellement en prison. Parmi les avoirs saisis figurent 30 millions d'actions de la société MTN, deuxième opérateur de téléphonie mobile au Soudan, 31% des actions de l'hôtel Alsalam Rotana -un des deux plus grands hôtels de Khartoum-, des actions dans le plus grand centre commercial, Afra Mall, ainsi que des biens immobiliers d'une surface totale de 13,7 millions de mètres carrés. Selon le président du Comité, Hamza, avait été à l'origine de la cession à Zain, à un dixième de sa valeur réelle, de la participation du gouvernement soudanais dans le seul opérateur de télécommunication à l'époque, Mobitel (participation estimée à 61%).

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : Renforcement du corpus législatif

Le Conseil de Souveraineté et le Conseil des Ministres ont approuvé lors d'une réunion conjointe, une modification de la loi douanière, alourdissant les sanctions et annulant l'article sur la procédure de « règlement » ainsi que le recours accordé au Procureur général. Cette réunion a également approuvé des lois instaurant des peines de prison et amendes contre les trafiquants illégaux de devises, d'or, de métaux et de pierres précieuses. La partie concernant les devises doit cependant au préalable être entérinée par la Banque centrale. Enfin, ces deux conseils ont ratifié la loi portant création du Haut Conseil de l'Environnement, fruit de la fusion des différents conseils liés aux questions environnementales.

✉ rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : Adoption d'un nouveau plan de lutte contre la corruption

Le gouvernement poursuit sa stratégie nationale de lutte contre la corruption via son plan d'action de phase III (NACSAP III) 2017-2022. Le ministre des Finances a déclaré qu'entre décembre 2015 et mars 2020, le Bureau de prévention et de lutte contre la corruption – PCCB avait saisi 249,4 Mds TZS (107 MUSD) en espèces, huit maisons évaluées à 11,63 Mds TZS (5 MUSD) ainsi que cinq véhicules à moteur à 126 MTZS (50 000 USD). Au cours de la même période, le gouvernement a également saisi 52,8 Mds TZS (23 MUSD), 14 véhicules à moteur 636 MTZS (275 000 USD), 15 maisons pour 13,95 Mds TZS (6 MUSD) et 140 Mds TZS (61,1 MUSD). La stratégie, selon les détails du ministère, a plusieurs objectifs dont : la promotion de l'efficacité, la transparence et la responsabilité dans les secteurs public et privé, l'application effective des mesures anti-corruption, le renforcement des capacités des institutions de surveillance et de régulation financière et l'affichage d'un leadership politique efficace dans la lutte contre la corruption. Rappelons que la Tanzanie figure en 96^{ème} place au classement de *Transparency International*, et qu'en dépit de progrès indéniables sur la corruption d'Etat, on observe une restriction croissante des libertés publiques.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Bénin : Conclusion positive de la 6ème et dernière revue du programme FEC avec le FMI

La sixième et dernière revue du programme 2017-2019 de Facilité élargie de crédit (FEC) conclu avec le FMI a constaté l'atteinte par le Bénin de tous les critères quantitatifs et repères structurels. Les dépenses additionnelles induites par le COVID-19 sont estimées à 1,7% du PIB, soit environ 150 Mds FCFA (228,7 M EUR), ce qui induit un creusement du déficit budgétaire attendu à 3,5% du PIB au lieu d'un objectif de 1,8%. La croissance devrait ralentir à +3,2%. Le dernier décaissement au titre de la FEC sera augmenté d'une contribution additionnelle de l'ordre de 62,3 Mds FCFA (95 M EUR) au titre de l'appui à la lutte contre les impacts de la crise sanitaire.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : Le FMI approuve une Facilité rapide de crédit de 32 M USD pour soutenir la lutte contre la pandémie de COVID-19

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 22 avril le décaissement d'une Facilité rapide de crédit de 32,3 M USD, soit 100% de la quote-part, pour aider le pays à faire face à ses besoins urgents de balance des paiements engendrés par la pandémie. Le Fonds note que l'économie capverdienne sera particulièrement touchée par la crise en raison de sa dépendance au tourisme, ce qui pourrait se traduire par une récession de 4% de son PIB en 2020 (contre une prévision initiale de +5%) et une hausse du déficit budgétaire. Malgré la crise, les perspectives de moyen terme demeurent positives.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Décaissement de 886,2 M USD du FMI en faveur de la lutte contre la pandémie de COVID-19

Le FMI a approuvé, le 17 avril, le décaissement de 886,2 M USD en faveur de la Côte d'Ivoire : (i) au titre de la Facilité rapide de crédit (FRC) à hauteur de 295,4 M USD ; (ii) au titre de l'Instrument de financement rapide (IFR) à hauteur de 590,8 M USD. L'objectif de ce décaissement est d'aider la Côte d'Ivoire à répondre aux besoins urgents de financement de sa balance des paiements causés par la pandémie de COVID-19. L'augmentation du déficit budgétaire du pays est envisagée, bien qu'il implique une déviation temporaire du critère de convergence de 3% du PIB. Le FMI table sur une croissance économique de 2,7% en Côte d'Ivoire en 2020, contre une prévision initiale de 7,3%.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 20 M EUR transférés aux ménages les plus pauvres

Dans le cadre de l'opérationnalisation du Fonds National de Solidarité et de Soutien Humanitaire COVID-19, 177 198 ménages ont été identifiés pour bénéficier de transferts, à raison de 75 000 francs CFA par trimestre pour un coût global de 13,3 Mds F CFA, afin de renforcer leur résilience face à l'épidémie de COVID-19 et aux mesures mises en place. Le porte-parole du gouvernement a précisé que ce fonds spécial dédié aux personnes vulnérables rentrera dans sa phase opérationnelle dès le 23 avril 2020 dans le Grand Abidjan, l'épicentre de la pandémie, avant de s'étendre à l'intérieur du pays à partir de mai 2020.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : Projet « Africa Center of Excellence » de l'AFD dans l'enseignement supérieur

Le Conseil des ministres du gouvernement ivoirien a adopté un décret de ratification du prêt de 18,7 M EUR accordé par l'AFD dans le cadre de son programme « African Center of Excellence ». Ce projet vise à renforcer quatre centres d'excellence pour consolider leurs formations, renforcer leurs travaux de recherche, et lier davantage l'enseignement supérieur et le monde économique. Ces centres sont spécialisés dans quatre domaines spécifiques : l'industrie minière, la biodiversité, l'enseignement statistique et l'enjeu de la valorisation des déchets.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : 30 Mds FCFA à mobiliser sur le marché régional pour faire face aux conséquences de l'épidémie de COVID-19

Confronté à la pandémie de COVID-19 et aux conséquences des mesures prises pour s'en protéger, le Mali souhaite mobiliser 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) à travers deux opérations sur le marché régional de l'UEMOA, avec l'émission d'un bon de 182 jours et celle d'obligations de 3 ans au taux d'intérêt annuel de 6,1 %. Cette initiative, qui vise à redonner un peu de latitude aux autorités maliennes en matière budgétaire, s'inscrit dans un contexte de mobilisation insuffisante des recettes, notamment douanières. Pour rappel, le plan de solidarité et de soutien à l'économie du pays est estimé à plus de 500 Mds FCFA (762 M EUR).

✉ valery.alves@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Le port multifonctionnel de N'Diago bientôt opérationnel

Démarré en 2016 pour un montant total de 352 M USD, le port de N'Diago, situé à 220 km de Nouakchott, sera bientôt opérationnel. Cette infrastructure doit compléter le dispositif sur la côte atlantique du pays et jouera un rôle stratégique dans l'exploitation gazière GTA à l'horizon 2023. Ce port multifonctionnel est composé : d'un port militaire ; d'un quai ; d'un port de pêche ; d'un atelier de réparation de navires et embarcations d'une capacité de 70 unités/an ; d'un quai d'accostage pour des navires de 80 m ; d'un point d'accostage pour la pêche artisanale. Le port, situé à l'embouchure du fleuve Sénégal, devrait également ouvrir une nouvelle voie d'approvisionnement aux villes mauritaniennes sur près de 15 km.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Financement du Fonds Force COVID-19, près de 500 M EUR récoltés en 18 jours**

Sur les 1 000 Mds FCFA (1,5 Md EUR) annoncés pour financer le Fonds Force Covid-19, près de 329 Mds (500 M EUR) auraient été recouverts à ce jour et seraient dans un compte à la BCEAO. Selon le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération, le financement du FMI serait de 266 Mds FCFA (400 M EUR) ; 13 Mds FCFA (19,8 M EUR) ont été payés et 135 Mds FCFA (205,4 M EUR) sont attendus de la Banque Mondiale ; la BOAD contribue à hauteur de 15 Mds FCFA (22 M EUR) ; près de 15 Mds FCFA (22 M EUR) viennent du secteur privé ; 3 Mds FCFA (4,6 M EUR) sont alloués par Luxembourg ; 9 Mds FCFA (13,7 M EUR) ont été remis et 100 Mds FCFA (152,1 M EUR) sont attendus de l'Union européenne.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : La délégation de l'UE annonce un don de 150 M EUR pour la lutte contre le COVID-19**

Au cours d'une conférence de presse le 21 avril, co-animée par vidéoconférence par le ministre sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Amadou Hott, la représentante de l'Union européenne (UE) au Sénégal a annoncé un don de 150 M EUR dans le cadre de sa lutte contre le COVID-19. D'après les autorités sénégalaises, 85 Mds FCFA (129 M EUR) seraient sous forme d'appui budgétaire, ce qui permettrait au gouvernement de financer son plan de résilience dans le cadre de Force Covid-19 et 15 Mds FCFA (22 M EUR) seraient affectés à des projets de développement en cours.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : Les Etats-Unis vont débloquer 2,7 Mds FCFA pour aider le Sénégal**

Les Etats-Unis vont contribuer à hauteur de 2,7 Mds de FCFA (4,1 M EUR) pour aider le Sénégal dans sa lutte contre le COVID-19, annonce l'Ambassadeur des Etats-Unis au Sénégal. Cette aide s'inscrit dans le cadre des 274 M USD (254 M EUR) à destination des 64 pays les plus à risques dans le monde, dont 37 en Afrique.

✉ diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : 13 Mds FCFA de l'UE pour accompagner le Togo dans la lutte contre le COVID-19**

L'Union européenne (UE) a annoncé une allocation de 13 Mds FCFA (20 M EUR) au Togo pour accompagner le pays dans sa lutte contre la pandémie. Le décaissement, initialement prévu pour novembre 2020, devrait avoir lieu d'ici fin avril. Un deuxième décaissement de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) pourrait également être effectué par anticipation avant la fin juin. Par ailleurs, l'UE s'est engagée à mobiliser, avec l'accord du ministère de la Planification et de la Coopération, 1,6 Mds FCFA (2,4 M EUR) pour financer des actions dans les centres médicaux de prise en charge et les prisons, ainsi que des actions de sensibilisation.

✉ gregory.lenne@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : moratoire sur les remboursements dus à la Banque mondiale

Le Président ghanéen Nana Akufo-Addo a annoncé que la Banque mondiale avait accordé au pays un moratoire pour l'année 2020 sur le remboursement de la dette contractée auprès de l'institution. Ce gel du paiement du principal et des intérêts s'élèverait à 500 M USD. D'après le FMI, l'endettement public du Ghana devrait s'élever à 68,7% du PIB en fin d'année, portant ainsi le service de la dette à 50,2% des recettes domestiques. L'agence de notation Moody's a revu la perspective du pays de positive à négative en maintenant sa notation à B3. De son côté, Fitch maintient sa notation à B avec perspective stable, tout en abaissant sa prévision de croissance à 2% pour 2020, au-dessus de la prévision du FMI de +1,5%.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : suspension temporaire des paiements du service de la dette

Les créanciers du Club de Paris ont annoncé le 15 avril la mise en place d'une initiative de suspension du service de la dette, soutenue par les pays membres du G20. Ce moratoire qui courra du 1er mai 2020 jusqu'à la fin de cette année pourra s'appliquer à 77 pays, dont le Nigéria, à condition qu'ils en fassent la demande et qu'ils bénéficient d'un financement du FMI ou en aient fait la demande. L'endettement public du Nigéria était de 84,1 Mds USD en 2019, pour un service de la dette de 6,5 Mds USD. Le pays, qui a sollicité une aide de 3,4 Mds USD auprès du FMI, n'est pour le moment pas endetté auprès de cette institution mais l'est à hauteur de 10,1 Mds USD envers la Banque mondiale. Le paiement du principal et des intérêts à la Banque atteignait 239 M USD l'année dernière.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le secteur privé continue de s'engager dans la lutte contre le Coronavirus

Lancée fin mars, avec pour objectif de mobiliser 120 Mds NGN (330 M USD) du secteur privé, l'initiative CACOVID a déjà permis la distribution de 23 Mds NGN de nourriture à plus de 10 millions de Nigériens. La coalition a également annoncé la construction d'un centre d'isolation médical de 200 lits à Lagos et de centres similaires dans d'autres Etats. Les entreprises françaises ne sont pas en reste : Pernod Ricard Nigeria a fait don de 17 000 L d'éthanol au ministère de la Santé pour aider à la fabrication de gel hydro-alcoolique. Bolloré a versé 100 M NGN par le biais de son terminal portuaire Tincan TICT à la Nigerian Port Authority et Swipha (groupe Biogaran) a distribué des repas à des populations défavorisées.

✉ paul.vernier@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Côte d'Ivoire : le gouvernement soutient la filière cacao face à l'épidémie de COVID-19

Le gouvernement ivoirien a décidé d'accorder une subvention de 35 FCFA (environ 0,05 EUR) par kg aux entreprises locales d'exportations de fèves de cacao, à compter de la campagne 2019-2020 en cours et pour les trois prochaines. Toutefois, sont exclues les entreprises qui ont déjà fait défaut et l'aide est plafonnée à 50 000 tonnes par exportateur, soit 15 à 20% des volumes moyens annuels traités par les acteurs nationaux. Le coût de la mesure est estimé à 87,5 Mds FCFA (133,3 M EUR) par campagne. Pour les transformateurs locaux de cacao, un fonds de soutien de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) a été mis en place et le prix de la licence a été réduit, passant de 200 M FCFA (304,7 K EUR) à 25 M FCFA (38,1 K EUR).

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : L'Etat s'engage à acheter 200 000 tonnes de noix de cajou aux producteurs

L'Etat ivoirien aidera les producteurs de noix de cajou à écouler leur stock en rachetant 200 000 tonnes d'anacarde au prix de 400 FCFA par kg (0,61 EUR) – le prix minimum bord champ fixé par le gouvernement au lancement de la campagne de commercialisation de cajou, le 6 février 2020. Le ministre de l'Agriculture et du Développement durable, qui en a fait l'annonce le 10 avril, a indiqué qu'un mécanisme de subvention aux exportateurs sera également mis en place pour faire face à la baisse des prix internationaux (entre 900 et 1100 USD en dessous du prix minimum CAF). Pour rappel, 250 Mds FCFA (381,2 M EUR) du Plan de soutien à l'économie face au COVID-19 sont destinés à l'agriculture d'exportation.

✉ jean-pierre.chomienne@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : Un pont aérien commercial établi avec l'Algérie concernant les dattes et les produits halieutiques

La Mauritanie et l'Algérie ont convenu de mettre en place, dans le cadre d'un échange commercial, des vols cargos réguliers entre Alger et Nouakchott. Les autorités mauritaniennes souhaitent sécuriser l'approvisionnement du marché national en dattes algériennes pour la période du Ramadan. L'Algérie souhaite quant à elle renforcer son approvisionnement en produits halieutiques, ce qui devrait aider à rentabiliser la liaison.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Un rapport américain estime que l'autorisation des OGM va améliorer la productivité agricole**

Alors que l'Éthiopie avait signé un accord de protection contre les OGM en 2009 (Biosafety law), des avenants à cet accord ont été pris en 2015 par le ministère de l'Environnement, de la Forêt et du Changement climatique pour permettre des expérimentations. Après des tests initiés en 2017, la culture commerciale d'un OGM de coton (Bt-Coton) résistant aux insectes a été approuvée en 2018, notamment sous la pression du développement du secteur textile. Néanmoins le prix élevé, et la pénurie de devises demeurent un frein à l'acquisition de cette semence. Des tests sont en cours depuis 2019, pour le déploiement d'un maïs résistant à la sécheresse, Water Efficient Maize for Africa (WEMA). Un rapport du département américain de l'agriculture paru début février 2020 voit cette ouverture aux OGM comme une avancée en matière de productivité agricole. Il a donné lieu à des critiques en Ethiopie, qui soulignent la menace pour la biodiversité du pays et le risque de dépendance des agriculteurs aux semences des multinationales.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Diminution significative de la production de sucre**

Le ministère de l'Agriculture a indiqué que la production de sucre devrait descendre sous les 300 000 T en 2020, contre une moyenne habituelle de près de 345 000 T à la suite de mauvaises conditions météorologiques. En prévision de la chute de la disponibilité sur le marché intérieur, les autorités ont déjà indiqué une limitation des prix de vente au détail de la denrée afin de prévenir les abus des commerçants qui voudraient profiter de la pénurie pour spéculer. Ainsi, le prix plafond a été fixé à 2 600 shillings (1,1 USD) pour le kilogramme de sucre dans la zone commerciale de Dar Es-Salam, alors qu'un prix compris entre 2 600 et 3 000 shillings (1,2 USD) est toléré pour les autres régions du pays. La demande de sucre du pays est estimée à plus de 600 000 T.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Mauritanie : Takamul décroche un permis d'exploitation minier

Takamul, joint-venture de la société nationale industrielle minière (SNIM) et de l'entreprise saoudienne Saudi basic industries corporations (SABIC) a décroché son premier permis d'exploitation de fer dans le Guelb Atomai, situé au nord de la Mauritanie. Il s'agit du premier permis d'exploitation minier accordé à une entreprise depuis la transition politique et l'arrivée du Président Ghazouani. Pour rappel, le fer est le premier produit d'exportation de la Mauritanie, représentant plus de 20% des exportations totales du pays.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : Impact du COVID-19 sur les sites d'orpaillage

La pandémie du COVID-19 et les mesures de prévention ont entraîné la pénurie et la hausse des prix des produits nécessaires à l'activité d'orpaillage au Niger. De plus, la fermeture des frontières aériennes a conduit à l'arrêt de l'exportation de l'or sur le marché international. Ces évolutions se répercutent sur le prix de l'or : par exemple, dans la région de Tillabéry, le prix du gramme se vend entre 17 000 à 22 000 FCFA, contre 22 000 et 25 000 FCFA avant la crise, tandis que dans la région d'Agadez, les prix ont baissé de 27 000 à 18 000 FCFA le gramme pour la qualité supérieure, et de 20 000 à 13 000 FCFA le gramme pour la qualité moyenne. Les conséquences de la crise sanitaire risquent d'aggraver la vulnérabilité des orpailleurs.

✉ bouqueto@afd.fr

▼ Kenya : Financement de la Banque mondiale de 150 MUSD pour fournir de l'énergie solaire à 1,3 millions de foyers

La Banque mondiale accompagne le *Kenya off-grid solar access project* (KOSAP) qui vise l'amélioration de l'accès aux services énergétiques modernes dans 14 comtés mal desservis du pays. Le projet, qui sera déployé jusqu'en 2023, se structure autour de 4 composantes : la mise en place de 121 mini-réseaux solaires, le déploiement de solutions de cuisson propres pour les ménages, l'installation de 380 pompes à eau solaires pour les installations communautaires, et le soutien au renforcement des capacités. Bien qu'environ 75% de la population dispose d'un accès à l'électricité au Kenya, l'accès y est très inégal selon les zones géographiques. Les systèmes solaires hors réseau sont une des solutions privilégiées par le gouvernement pour atteindre l'accès universel à l'électricité dès 2022.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Jared Othieno nommé nouveau directeur exécutif de la Geothermal Development Company**

Le 19 avril 2020, Jared Othieno a pris la tête de la *Geothermal Development Company* (GDC) en tant que directeur général et directeur exécutif, succédant ainsi à Ole Johnson Nchoe. Ingénieur en électricité, Jared Othieno a passé une grande partie de sa carrière à la *Kenya Power & Lightning Company* (KPLC). La GDC a pour mandat au Kenya de promouvoir et d'accélérer le développement du potentiel géothermique national. Avec une production globale de plus de 800 MW, le Kenya est le premier producteur africain d'énergie géothermique.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Acquisition par Total des parts de Tullow dans le projet de développement du Lac Albert et de l'oléoduc East African Crude Oil Pipeline (EACOP)**

Le montant global versé par le groupe français à la compagnie pétrolière britannique s'élèvera à 575 M USD, avec un versement initial de 500 M USD à la finalisation de l'accord, et un second versement de 75 M USD lorsque les partenaires prendront la décision finale d'investissement du projet, a indiqué Total dans un communiqué. "Seront en outre versés à Tullow des paiements conditionnels, indexés sur la production et sur le cours du pétrole dès que les prix du Brent seront supérieurs à 62 USD le baril", a précisé Total. Selon le communiqué de presse de la compagnie anglaise, Tullow et Total ont entretenu ces dernières semaines des discussions avec le gouvernement ougandais et l'Uganda Revenue Authority (URA) pour convenir du traitement fiscal de la transaction. L'impôt local sur les plus-values devrait être versé par Total au nom de son partenaire anglais. Cet impôt est estimé à 14,6 M USD. Tullow et Total doivent désormais signer un accord fiscal contraignant avec le gouvernement ougandais et l'URA, afin de permettre la transaction. L'opération reste cependant soumise à l'approbation des actionnaires de Tullow, aux approbations réglementaires et gouvernementales habituelles, et au droit de préemption de la CNOOC sur 50 % de la transaction. Pour mémoire, cet accord, qui intervient au bout d'un long processus de négociation et les critiques de plusieurs ONG, marque une étape décisive vers la signature de la décision finale d'investissement.

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Madagascar : Reconversion des entreprises textiles dans la production de masques

Onze entreprises du Groupement des entreprises franches et partenaires (GEFP) ont décidé de reconvertir leurs activités vers la fabrication de masques lavables parmi lesquelles Akanjo, Aquarelle, Epsilon, LOI Confection, Socota ou Somacou. Ces produits satisfont aux normes de l'Association française de normalisation (AFNOR) ou de l'Institut français du textile et de l'habillement (IFTH). Cette reconversion permet de maintenir une activité et de conserver des emplois, dans une période où les commandes des entreprises internationales ont chuté. Selon le GEFP, le manque à gagner est estimé à 62 M USD pour les mois de mars et avril et une cinquantaine d'entreprises ont suspendu leurs activités dans un secteur pourvoyant plus de 150 000 emplois.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Burkina Faso : Création du Conseil national d'orientation du Régime d'assurance maladie universelle

Le Conseil des ministres du 22 avril 2020 a adopté un décret portant création, composition, attributions et fonctionnement du Conseil national d'orientation du Régime d'assurance maladie universelle (CNO-RAMU). Placé sous la présidence du Premier ministre, le CNO-RAMU est compétent pour donner les grandes orientations de la mise en œuvre du RAMU, examiner et valider ses mécanismes de financement et prendre les initiatives nécessaires à la résolution des difficultés de son opérationnalisation.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : Le Premier ministre à la rencontre des acteurs de la recherche contre le COVID-19 à l'Institut de recherche en sciences de la santé

Le 21 avril 2020, le Premier ministre burkinabé a visité les locaux de l'Institut de recherche en sciences de la santé (IRSS), à Ouagadougou. Il a notamment visité l'unité de fabrication de la chloroquine, puis le laboratoire de recherches biomédicales et de phytomédecine compétent pour la réalisation de tests de dépistage. Selon son représentant, le laboratoire est capable de réaliser 94 tests de dépistage par tranche de deux heures. Encore en phase d'opérationnalisation, il devrait rentrer bientôt en activité

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : les banques enregistrent une hausse de 34% des paiements dématérialisés en mars

Les transactions financières dématérialisées ont augmenté de 34%, passant de 8 540 Mds NGN (22 Mds USD) en mars 2019 à 11 440 Mds NGN (29 Mds USD) en mars 2020. Cette situation s'explique à la fois par la fermeture actuelle de certaines agences bancaires, d'une volonté d'éviter la propagation du virus par la manipulation d'argent liquide et par l'utilisation croissante des smartphones, dont 36% de la population est équipée. Les transactions mobiles et les fintechs connaissent ainsi un important engouement. Certaines startups de services de paiements mobiles avaient réalisé des levées de fonds record en 2019, à l'exemple d'Interswitch (200 M USD) ou Opay (120 M USD).

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Ethiopian Airlines subit 550M USD de pertes

Les pertes de la compagnie publique Ethiopian Airlines liées à la crise du Covid-19 se porteraient à 550M USD. Depuis le début de la crise, la compagnie a incité ses employés à prendre des congés, parfois sans solde, et a réduit ses dessertes à 19 destinations contre 110 avant la crise. Afin de pallier ces pertes, Ethiopian Airlines a augmenté ses opérations de fret, remportant notamment des contrats avec l'OMS et le Programme Alimentaire Mondial pour le transport d'équipements médicaux et de denrées alimentaires en Afrique. Dans le cadre de l'état d'urgence déclenché en raison de la crise du Covid-19, le gouvernement éthiopien demande aux entreprises de maintenir leur responsabilité sociale et de ne pas licencier leurs employés.

 anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Signature d'accords de distribution Canal+ et deux chaînes de télévision éthiopiennes**

Canal+, filiale du groupe audiovisuel Vivendi, a signé des accords de distribution avec deux médias éthiopiens : Fana Broadcasting Network (FBC) et Ethiopian Broadcasting Corporation (EBC). Ces accords permettront la diffusion des programmes de ces deux chaînes dans le bouquet amharophone de l'offre de télévision payante de Canal+. Le groupe Canal+ a précédemment signé un contrat avec une société de production éthiopienne Nolawi Film Production.

 anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Côte d'Ivoire : Les entreprises françaises solidaires de la Côte d'Ivoire face au COVID-19

Les filiales du groupe franco-américain Eranove, CIE, SODECI et CIPREL ont fait des dons en équipements médicaux d'une valeur 365 M FCFA (556 K EUR). Les trois entreprises ont aussi rappelé leurs mobilisations afin d'assurer la continuité de la fourniture des services publics à la population. Le groupe Bouygues a également offert 600 000 masques chirurgicaux au ministère de la Santé, en présence de l'Ambassadeur de France, le 21 avril. Enfin, la chambre de commerce et d'industrie France-Côte d'Ivoire a procédé à une remise de dons en matériels médicaux au ministère de la Santé d'une valeur de 60,7 M FCFA (92 K EUR). Les entreprises contributrices sont Sogea Satom, Sucden, Richbond CI, Caderac.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : Conakry Terminal et Bolloré réceptionnent quatre nouveaux portiques de manutention

Dans le cadre du plan de modernisation des activités du terminal à conteneurs, Conakry Terminal, exploité par Bolloré Logistics, a reçu le 3 avril 2020, quatre portiques RTG, dédiés à la manutention des conteneurs sur les terminaux portuaires. Ce nouvel investissement devrait permettre à la chaîne logistique guinéenne d'augmenter la productivité du terminal. Financés par Conakry Terminal à hauteur de 70,5 Mds GNF (6,8 M EUR), ces nouveaux équipements s'ajoutent aux quatre autres portiques du même type, réceptionnés en 2018. En vue de leur mise en service au cours des prochaines semaines, la société a entrepris des travaux de génie civil dont le coût total est estimé à 52 Mds GNF (5 M EUR).

✉ loic.peringuey@diplomatie.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

